

LES DOSSIERS

DE

L'IHEDN



LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Comment citer cette publication :

*IHEDN, "La situation en Afghanistan",
Les Dossiers de l'IHEDN, novembre 2021.*

ÉDITO

Chères auditrices, chers auditeurs,

Avec ce premier dossier thématique préparé par notre Département des études et de la recherche, nous souhaitons initier une nouvelle dynamique d'échanges avec la "communauté IHEDN".

Ces "dossiers de l'IHEDN" portant sur des sujets d'actualité de la défense nationale, auront ainsi vocation à alimenter en réflexions stratégiques les auditeurs et associations d'auditeurs et à susciter, sur ces enjeux, des débats renouvelés.

Régulièrement diffusés, ils pourront être à l'origine de l'organisation de travaux, ou d'évènements au sein des associations en France, comme à l'étranger.

La préparation de ces dossiers, comme les échanges qu'ils ne manqueront pas d'encourager entre l'Institut, ses auditeurs et les associations contribueront à l'élaboration d'un véritable réseau de réflexions stratégiques.

Alors que les comparaisons entre les mésaventures américaines en Afghanistan et la présence française au Sahel fusent, ce premier dossier thématique propose une synthèse géopolitique de la situation afghane.

Il rappelle l'historique des interventions extérieures dans ce pays, propose des pistes d'explication quant aux échecs occidentaux sur place, et présente enfin les conséquences du départ américain pour la sous-région.

Synthèse factuelle et bilan de la littérature sur ces questions, je forme le vœu que ce premier dossier structure et stimule nos échanges de fonds.

Général de corps d'armée
Benoît DURIEUX
Directeur de l'IHEDN et de
l'Enseignement militaire supérieur

Il n'a fallu que quelques semaines pour qu'à la suite du départ des Américains, les talibans, conglomérat de groupes à dimension militaire, politique et religieuse, (re)prennent le contrôle de l'Afghanistan. Retranchées à l'aéroport international de Kaboul, les puissances occidentales n'ont, elles, eu que quelques jours pour organiser à la fois le rapatriement de leurs citoyens sur place, et celui d'auxiliaires et de militants de la société civile afghans menacés : une séquence d'urgence mondiale chaotique dont les images marqueront durablement les esprits.

Après vingt ans de présence militaire occidentale et autant de programmes internationaux d'aide à la gouvernance ou à l'assistance post-conflit, comment expliquer la vitesse avec laquelle l'armée puis le régime afghan ont cédé aux attaques de ces fondamentalistes islamistes ? Le "temps des talibans" marque-t-il la fin du "siècle américain" ou du "*state-building*" à l'occidentale ? Quelles seront les conséquences de cette débâcle pour les relations internationales, d'un point de vue stratégique et militaire, comme en matière de modèles de coopération internationale ? Quels sont les enjeux pour la stabilité de la région, et pour la France ? En bref, comment en est-on arrivé là, et quelles sont les pistes de sortie de crise ?

RAPPEL DES FAITS

Les historiens datent la naissance de l'Afghanistan contemporain aux années 1880, alors que les frontières du pays résultent assez largement des tracés de commissions coloniales russo-britanniques. Le premier émir, Abdur Rahman, va théoriser ce qui sera la politique afghane pendant près d'un siècle. Les deux principaux objectifs – unifier et moderniser le pays – reposent sur trois piliers : **un patriotisme afghan exacerbé, un nationalisme fort, et un islam militant**⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Fussman, Gérard, "Le poids de la longue durée dans la crise afghane", in *Les crises en Afghanistan depuis le XIX^e siècle*, IRSEM, 2010, pp.15-25

L'Afghanistan connaît au long du XX^e siècle, **trois grandes périodes de turbulences**⁽²⁾. En 1978, le parti communiste clandestin avec le soutien d'officiers afghans formés en URSS fomenta un coup d'État. Si celui-ci réussit, le pouvoir en place fait rapidement face à une forte résistance populaire, amenant l'armée soviétique à intervenir massivement.

Les conséquences de cette **guerre d'invasion** sont désastreuses : déplacements forcés de population, exil, désagrégation économique. Les Soviétiques quittent l'Afghanistan en 1989, après avoir perdu près de 50 000 hommes et causé la mort de deux millions d'Afghans. Avec le retour au pays des résistances afghanes en exil, débute en 1992 une période de guerre civile opposant le gouvernement en place à des groupes d'opposition eux-mêmes engagés dans des querelles intestines. Le mouvement taliban ("étudiants" en persan) émerge pour la première fois en 1994 avec comme objectif déclaré de mettre fin à la **guerre civile** conduite par les différents "seigneurs de guerre" issus du conflit contre l'URSS et de ramener un ordre moral dans le pays. Cette promesse de stabilité leur amène un soutien d'une partie de la population afghane, et cette séquence se solde par la montée en puissance des talibans qui prennent Kaboul, la capitale, en 1996. Une nouvelle séquence s'ouvre avec la **guerre des talibans** contre les seigneurs de guerre, qui va s'achever par une prise de contrôle quasi intégrale du pays par les talibans en 2001. Le gouvernement refermé sur lui-même – reconnu seulement par trois États et associé à l'Al-Qaïda de Ben Laden – ne fera, jusqu'à sa chute, aucun effort d'ouverture.

Le 9 septembre 2001, le commandant Massoud, figure de l'opposition, est assassiné par des partisans d'Al-Qaïda, proche des talibans. Le 11 septembre, les États-Unis sont victimes de trois attaques simultanées, à New York, Washington et en Pennsylvanie, causant 3 000 morts et l'effondrement des tours jumelles. Rapidement, Al-Qaïda est identifiée comme responsable de cette agression. Par ricochets, les pays apportant un soutien à l'organisation sont identifiés comme co-responsables : c'est le cas de l'Afghanistan où se trouvent les camps

⁽²⁾ Haquani, Zalmai, "Les crises politiques en Afghanistan 1979-2009", in *Les crises en Afghanistan*, op. cit., pp. 25-45

d'entraînement de l'organisation terroriste, et où des liens étroits entre le gouvernement taliban et le chef d'Al-Qaida sont identifiés⁽³⁾.

C'est l'ère de la "**guerre globale contre le terrorisme**". Première réponse internationale datée d'octobre 2001, l'opération militaire "**Enduring Freedom**" (opération Liberté immuable) a trois objectifs : éradiquer Al-Qaida, écarter les talibans du pouvoir, jeter les bases d'un nouveau régime démocratique. Portés par une condamnation internationale quasi unanime de l'attentat – l'OTAN invoquant même pour la première fois son article 5 consacré à la "défense collective" –, les Occidentaux s'engagent alors dans une campagne militaire complexe. L'Afghanistan, pays de cols, enclavé, est assez mal desservi, ce qui limite toute empreinte physique massive. La stratégie américaine va suivre alors un nouveau modèle : l'emploi de forces spéciales, insérées aux côtés d'alliés de circonstance – les opposants du Nord principalement – appuyés par une puissance aérienne massive. La combinaison de ces troupes d'élite, des charges de cavalerie afghane, et d'un appui feu aérien va permettre aux alliés de prendre le contrôle de l'Afghanistan avant la fin de l'année 2001⁽⁴⁾.

D'une séquence militaire de quelques mois, l'on passe à une **phase de négociation, de transition, de reconstruction et de combats qui va s'étaler sur vingt ans**. La conférence de Bonn en 2001 va doter l'Afghanistan d'une constitution faisant le grand écart entre respect des principes fondamentaux de l'Islam, et défense de l'État de droit, du multipartisme et des droits humains. Elle sera suivie par une conférence internationale à Berlin en 2004, à Londres en 2006, 2010, 2014, jusqu'à Doha en 2020. À chacun de ces sommets, les diplomates vont devoir composer avec une situation sécuritaire dégradée – attentats, conflits latents dans certains territoires –, et à une économie qui restera très largement dépendante de l'aide internationale : premier pays aidé au monde, le budget de l'Afghanistan provient encore aujourd'hui de flux financiers étrangers. Gangrénées par la corruption, manquant

⁽³⁾ Lasconjarias, Guillaume. "Afghanistan" in Durieux, Benoît, Jeangène-Vilmer Jean Baptiste, Ramel Frédéric. (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, 2017, 1513 p.

⁽⁴⁾ Biddle, Stephen D., "Allies, Airpower and Modern Warfare. The Afghan Model in Afghanistan and Iraq", *International Security*, 30/3, 2005, pp. 161-176.

cruellement de cadres compétents, débordées par une économie illégale fondée sur la drogue et le trafic d'armes, **les institutions afghanes semblent paralysées.**

La campagne militaire se déroule en plusieurs phases. La présence militaire étrangère se matérialise par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), créée par la résolution 1386 du Conseil de Sécurité de l'ONU dans la foulée des accords de Bonn. La mission initiale de la FIAS recouvre la formation des forces de sécurité afghanes et l'assistance à la sécurité dans Kaboul et ses environs. Le commandement en est assuré à tour de rôle par des nations-cadres, le Royaume-Uni étant relevé par la Turquie, puis par l'Allemagne. En 2003, afin de faire face au manque de nations volontaires pour relever Berlin – et pour contribuer au rapprochement transatlantique à la suite de la crise irakienne – l'OTAN accepte le commandement de la FIAS en réponse à une demande du Conseil de Sécurité et du gouvernement afghan⁽⁵⁾. La mission va progressivement s'étendre à tout le pays en commençant par le déploiement de troupes au Nord (2004), à l'Ouest (2005) puis au Sud (2006). Entretemps, les talibans qui s'étaient enfuis au Pakistan avaient commencé à revenir en Afghanistan, notamment dans le Sud du pays. Le choc est ainsi brutal pour les troupes britanniques et danoises dans le Helmand, et pour les troupes canadiennes et américaines dans la région de Kandahar, qui font face à des affrontements bien plus violents que prévu : les Britanniques vont ainsi quasiment doubler leur nombre de troupes déployées en Afghanistan entre 2006 et 2008. L'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis en 2008 conduit à une réorientation des priorités stratégiques de Washington et la décision de retirer les troupes américaines en Irak, mais d'augmenter l'engagement en Afghanistan. Il faut noter que Joe Biden, à l'époque vice-président, s'était opposé à cette option d'un engagement important de troupes terrestres et se faisait l'avocat de la formule dite "contre-terrorisme +", c'est-à-dire une combinaison de forces spéciales et de frappes aériennes pour s'assurer que l'Afghanistan ne redeviendrait pas un refuge pour des groupes terroristes. Le volume

⁽⁵⁾ Schmitt, Olivier. "International Organization at War. NATO Practices in the Afghan Campaign", *Cooperation and Conflict*, 52/4, 2017, pp. 502-518.

de troupes étrangères augmente significativement entre 2008 et 2011, période où plusieurs opérations majeures sont conduites. La réduction du nombre de troupes (notamment américaines) commence à partir de fin 2011, et le sommet de l'OTAN de Chicago de 2012 confirme un calendrier de fin de la FIAS pour 2014 (la France retire ses troupes en 2012). La FIAS est remplacée en 2014 par la mission Resolute Support, qui consiste en un soutien logistique et aérien aux forces de sécurité afghanes.

Quand le départ des troupes américaines est annoncé, pour les observateurs attentifs de la région, la victoire des talibans n'est plus qu'une question de temps⁽⁶⁾. L'accord de Doha de février 2020 – au cours duquel les États-Unis s'engagent à libérer 8 000 prisonniers sans contreparties solides – le confirmera.

LES TALIBANS ET L'AFGHANISTAN

Les talibans sont une organisation politique et religieuse, multiethnique, mais majoritairement pachtoune, aux ambitions nationalistes. Mouvement issu des campagnes, il s'est structuré depuis 1994 comme une réaction à la guerre civile et est, en ce sens, profondément étatiste. Dirigés par des oulémas – des sachants religieux –, les talibans doivent être perçus comme les acteurs d'une organisation bureaucratique, hiérarchisée et dotée d'une véritable perception de l'international⁽⁷⁾.

- ✓ Les talibans et Al-Qaida entretiennent des liens étroits, personnels et stratégiques depuis de nombreuses années : le réseau djihadiste étant un allié du mouvement afghan et ayant prospéré dans le pays entre 1996 et 2001. Pour autant, leurs ambitions diffèrent : là où les talibans inscrivent leur combat dans un cadre national, Al-Qaida cherche à établir un califat mondial en renversant ses ennemis identifiés : les pays occidentaux (en premier lieu les États-Unis) et Israël.

⁽⁶⁾ Dorronsoro, Gilles. *Le gouvernement transnational de l'Afghanistan : une si prévisible défaite*, Paris, Karthala, 2021.

⁽⁷⁾ Bacsko, Adam et Dorronsoro Gilles. "Comment les talibans ont vaincu l'Occident?". *Le Monde Diplomatique*. 2021.

- ✓ L'EI-K, la branche de l'État islamique en Afghanistan est opposée de longue date aux talibans, qu'elle juge trop modérés et à qui elle reproche à la fois ses négociations avec les États-Unis et ses relations avec l'Iran. Centrée initialement autour de préoccupations rurales et menant une politique en ce sens, l'organisation talibane a longtemps attiré majoritairement les populations paysannes, délaissant ainsi une part des jeunes citadins les plus éduqués, qui pour certains, ont depuis rejoint Daesh. Il existe donc une véritable compétition, et des affrontements entre ces deux groupes. C'est dans cette perspective que le 28 août dernier, l'EI-K attaque l'aéroport de Kaboul, provoquant près de 180 morts, dont une majorité d'Afghans.
- ✓ La diplomatie talibane est réputée à la fois cohérente dans le temps, et active. Depuis leur retour au pouvoir, les talibans sont entrés en négociation avec différents partenaires. Ainsi, les grandes puissances occidentales ont posé un certain nombre de conditions à l'ouverture de discussions avec les talibans. À l'inverse, d'autres puissances ont déjà relancé les discussions diplomatiques avec l'Afghanistan. En somme, la diplomatie talibane doit aujourd'hui composer avec une partie majoritaire de la communauté internationale réticente à engager des relations diplomatiques avant que le régime ait rassuré sur sa politique intérieure et une partie minoritaire ayant déjà accéléré les discussions avec le régime pour profiter du départ des occidentaux⁽⁸⁾.
- ✓ Parmi les pays les plus pauvres au monde, l'économie de l'Afghanistan repose pour moitié sur la production agricole. Historiquement, seule une minorité chiite du Badakhshan cultivait le pavot, dont on tire l'opium, transformé ensuite en héroïne⁽⁹⁾. Production infime dans les années 1970, la culture du pavot s'accélère au fil des décennies avant que les talibans au pouvoir en interdisent de façon coercitive la culture dans

⁽⁸⁾ Laurentin, Emmanuel, « Quelle diplomatie avec les talibans ? » *Le temps du Débat*, France Culture, 2021.13 septembre 2021.38 minutes.

⁽⁹⁾ Labrousse, Alain. *Géopolitique des drogues*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

les années 2000. Cela, à la fois pour des raisons religieuses ("plante impie") et politiques : ils pensaient ainsi s'attirer les faveurs de l'ONU. Plante robuste, dont les productions se stockent facilement, la culture du pavot va reprendre fortement durant les 20 ans de présence occidentale, jusqu'à représenter 85 % de la production mondiale⁽¹⁰⁾. On estime – qu'en dépit de leur opposition de principe – et à travers des formes de taxation et de racket, les talibans récupèrent une part conséquente des bénéfiques produits.

COMMENT EXPLIQUER LES ÉCHECS SUCCESSIFS EN AFGHANISTAN ?

Les échecs des plans de reconstruction et de "state-building" en Afghanistan sont multifactoriels et peuvent s'expliquer par des motifs endogènes comme internationaux.

- ✓ La corruption des acteurs afghans est souvent mise en avant dans les analyses cherchant à comprendre les échecs en matière de "statebuilding". Si cette dernière est bien réelle – la fin de mandat du président Karzaï est ainsi marquée par une série de scandales de corruption et de détournement de fonds publics –, cet argument est plus largement mobilisé par les "non afghans". Il n'en demeure pas moins que l'Afghanistan reste un des pays les plus corrompus au monde : la corruption y étant même présentée comme la véritable "monnaie"⁽¹¹⁾.
- ✓ Cette corruption est alimentée par des décaissements massifs, pas toujours habilement exploités. Les États-Unis fournissent à eux seuls depuis 2001 près de 197 milliards de dollars d'aide, en

⁽¹⁰⁾ Véron, Jean-Bernard. "L'économie de l'opium en Afghanistan et ses implications en termes de développement", *Afrique contemporaine*, vol. 215, no. 3, 2005, pp. 219-241.

⁽¹¹⁾ Sur la corruption en Afghanistan, voir les travaux de Yama Torabi, c. f : Gardizi Manija, Hussmann Karen et Yama Torabi. "Corrupting the State or State-Crafted Corruption? Exploring the Nexus between Corruption and Subnational Governance". *Afghanistan Research and Evaluation Unit*. 2010.

parallèle des externalités économiques des 776 milliards dépensés par l'*US Army* sur la même période⁽¹²⁾. Des sommes monumentales qui vont profiter à un certain nombre d'intermédiaires, et générer des sous-traitances en cascade. Ainsi, **les pratiques des acteurs internationaux** (organisations internationales, agences de développement, ONGs) en circuit fermé, leur tendance à court-circuiter les administrations afghanes et à entretenir des relations collusives entre expatriés est un des motifs de l'échec afghan⁽¹³⁾. Prisonniers de modèles néo-libéraux globaux, déconnectés des réalités du pays, gérant une aide économique dont ils sont les premiers bénéficiaires les coopérants de la "*Kabubble*" tel que la capitale sera surnommée, vont beaucoup faire pour déconsidérer la présence occidentale⁽¹⁴⁾. Le bilan de la coopération internationale est ainsi très contrasté en fonction des secteurs. Si, contrairement à ce que l'on a pu dire, la formation de l'armée afghane par les Français et les Américains (bien que limitée en effectif) est plutôt une réussite, ce n'est pas le cas de celle de la police afghane, responsabilité germano-nipponne, ou même du code de procédure légale, rédigée par des juristes italiens ignorants de l'histoire juridique du pays⁽¹⁵⁾.

- ✓ Ces échecs de la coopération internationale sont également imputables à une forme de **faillite de l'expertise**. La production normative sur l'Afghanistan s'apparentant par moment à une forme de "pensée de groupe", à une "expertise couchée", victime d'un suivisme culturel, et d'une proximité abusive avec les institutions dont seront originaires la plupart des financements⁽¹⁶⁾. À partir de 2005, les États-Unis mettent en place le "*Human*

⁽¹²⁾ Pakzad, Karim. "L'Afghanistan, au cœur des conflits", Bertrand Badie éd., *Le Moyen-Orient et le monde. L'état du monde 2021*. La Découverte, 2020, pp. 187-192.

⁽¹³⁾ Baczko, Adam. "Gouvernance internationalisée en situation de guerre civile : l'accaparement foncier en Afghanistan (2001-2015)", *Critique internationale*, vol. 75, no. 2, 2017, pp. 37-51.

⁽¹⁴⁾ Adelkhah, Fariba. "Guerre et (re) construction de l'État en Afghanistan : conflits de tradition ou conflits de développement?", *Critique internationale*, vol. 90, no. 1, 2021, pp. 101-127.

⁽¹⁵⁾ Ibid

⁽¹⁶⁾ Dorronsoro, Gilles. *op. cit.*

terrain teams" un programme de soutien à l'armée employant des anthropologues. Ce dernier a comme objectif de permettre aux officiers une meilleure compréhension des cultures, et façons de faire des Afghans. Si le bilan qu'en retire l'*US Army* est plutôt positif, le dispositif a été durement critiqué par différentes associations d'anthropologues à travers le monde. En ce sens, l'Afghanistan illustre ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan appelle la "revanche des contextes" : la non-prise en compte des jeux stratégiques des acteurs locaux qui conduit à la cécité face au détournement ou à l'inefficacité des politiques publiques d'aide au développement⁽¹⁷⁾.

- ✓ En tant que leader de la coalition internationale en Afghanistan, les États-Unis portent également une responsabilité. Certains observateurs attribuent cet échec à une forme de "**cécité stratégique et culturelle américaine**"⁽¹⁸⁾ soulignant de la sorte, à la fois l'incapacité américaine à comprendre le terrain et la société où ils interviennent, et le rejet de la population afghane à leur égard. L'intervention en Irak à partir de 2003 contribue également à une forme de "distraction" américaine, la guerre contre le terrorisme étant menée sur deux fronts, diluant ainsi les efforts engagés. Manquant de relais locaux, les Américains s'appuient également sur des alliés afghans disposant eux-mêmes de peu de soutiens sur place, tel Hamid Karzaï, prenant le risque d'être à l'origine d'un "État artificiel".
- ✓ La gouvernance d'Hamid Karzaï (2001-2014) – réputé "parachuté" par les Américains – va être émaillée de nombreux dysfonctionnements. Dépendant des bailleurs internationaux (à hauteur de 75 % du budget de l'État) le président Karzaï va s'appuyer sur un réseau de commandants et diriger par compromis et compromissions. La nouvelle économie politique qu'il inaugure – captation de l'aide, redistribution des biens fonciers – favorise

⁽¹⁷⁾ Olivier de Sardan, Jean-Pierre, *La Revanche des Contextes : des Méaventures de l'Ingénierie Sociale, en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala, 2021.

⁽¹⁸⁾ Charillon, Frédéric, De Hoop Scheffer Alexandra. "*Afghanistan : l'échec de la doctrine américaine*". Culture Monde. France Culture. 6 septembre 2021. 58 minutes.

les logiques opportunistes d'appropriation prédatrices. Alors que sous son mandat, la population du pays passe, du fait des retours des réfugiés, de 15 à 30 millions d'habitants, des inégalités nouvelles se sédimentent aux anciennes⁽¹⁹⁾.

- ✓ Entre les années 1990 et la reconquête militaire en 2021, **la stratégie militaire des talibans** a largement évolué. D'un mouvement insurgé agissant principalement par embuscade et usage d'engins explosifs improvisés (IED), le mouvement taliban s'est rapidement transformé en une force militaire cohérente, capable de mener une offensive nationale contre les forces de sécurité afghanes. Bien que très hiérarchisée, l'organisation laisse une assez grande autonomie tactique à ses commandants, qui sont en revanche tenus de respecter un code de conduite reprenant tout à la fois des éléments de droits islamiques et international humanitaire⁽²⁰⁾. Cette mutation a été rendue possible par le retrait de la coalition internationale, et notamment une baisse drastique des moyens aériens, et un soutien militaire offert par le Pakistan, l'Iran, et dans une moindre mesure la Russie. Les talibans ont donc évolué d'une guérilla utilisant des "*laptops* et des kalachnikovs" à une force de combat capable de monter des opérations complexes⁽²¹⁾. S'appuyant sur un mode opérationnel combinant une propagande via les réseaux sociaux et un art opérationnel mêlant liberté d'action (commandement décentralisé), encerclement des villes, prise de contrôle des postes frontières et assassinats ciblés, les talibans ont balayé l'armée nationale afghane⁽²²⁾. Cette victoire vient renforcer, notamment grâce à la prise d'un stock important de matériels de guerre moderne, la crédibilité militaire des talibans.

⁽¹⁹⁾ Baczko, Adam. *op. cit.*

⁽²⁰⁾ Baczko, Adam et Dorrosnonro Gilles. *Op. cit.*

⁽²¹⁾ Farrell, Theo "Unbeatable : Social Resources, Military Adaptation, and the Afghan taliban", *Texas National Security Review*, 1/3, 2018, pp. 58-75. Les talibans constituent un excellent exemple de la "stratégie fabienne" décrite par Stephen D. Biddle dans *Nonstate Warfare. The Military Methods of Guerrillas, Warlords and Militias*, Princeton, Princeton University Press, 2021.

⁽²²⁾ Jensen, Benjamin, "How the Taliban did it: Inside the 'operational art' of its military victory". The Atlantic Council, Août 2021.

- ✓ La stratégie militaire occidentale a connu plusieurs évolutions. Si en 2001, elle repose sur le déploiement de forces spéciales, et d'un appui aérien, en 2009 face à la légitimité déclinante du gouvernement afghan et la montée en puissance de l'insurrection talibane, l'OTAN transite vers une stratégie de contre-insurrection avec comme enjeux le contrôle de la population et la mise en place de forces miliciennes supplétives à l'armée afghane. Initialement opposé à un tel projet, qu'il craint de voir endommager le déjà très fragile monopole de la violence légitime étatique, le président Karzaï finit par autoriser la création de forces telles que l'*Afghan Local Police* ou l'*Afghan Territorial Force*. Ces dernières, bien que parrainées par les troupes occidentales, se réclament de la tradition des polices tribales (*Arbaki*)⁽²³⁾. En outre, la mise en place d'une stratégie de contre-insurrection efficace se heurte aux problèmes de coordination militaire entre alliés de l'OTAN ; aux problèmes de coopération entre l'OTAN, les agences onusiennes, l'Union européenne et les ONGs pour coordonner les missions de combat et les missions de soutien à la population ; à l'enjeu pour les gouvernants afghans de ne pas apparaître comme des pions au profit de l'étranger ; et à la graduelle désillusion de la population afghane⁽²⁴⁾.
- ✓ Face à un ennemi ancré territorialement, qui inscrit son combat dans la durée, les décideurs américains vont persister – pour des motifs électoralistes de politique intérieure – à annoncer des dates butoirs selon des calendriers extrêmement contraignants

⁽²³⁾ Malejacq, Romain, et Christian Olsson. "Reculer pour mieux sauter?" Délégitimation et monopolisation de la violence en Afghanistan". *Canadian Journal of Political Science*, 2021, pp. 1–16

⁽²⁴⁾ Schmitt, Olivier, *Allies that Count. Junior Partners in Coalition Warfare*, Washington, DC, Georgetown University Press; 2018; Smith, MLR et David Michael Jones, *The Political Impossibility of Modern Counterinsurgency*, New York, Columbia University Press; Snow, Donald M., *The Case Against Military Intervention. Why we do it and why it fails*, Abingdon, Routledge, 2016.

pour leurs partenaires. **Ces temporalités divergentes**, associées aux rotations fréquentes des équipes et experts internationaux participent d'une méconnaissance du terrain et d'une mentalité court-termiste, d'un "esprit de transit" dans les approches retenues⁽²⁵⁾. Ce n'est donc pas un hasard si au Sahel, le chef djihadiste du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM) a célébré la victoire talibane en ces termes : "Le résultat de deux décennies de patience"⁽²⁶⁾.

ENJEUX RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Le retour au pouvoir des talibans va mettre à l'épreuve leur capacité de gouvernement, et notamment la possibilité de conserver des liens avec les pays occidentaux (le gouvernement étant très dépendant de l'aide étrangère) et/ou de créer des liens diplomatiques alternatifs.

- ✓ Craignant d'être pris en tenaille par d'un côté l'Inde, et de l'autre le régime afghan **les responsables politiques pakistanais** sont des soutiens de longue date des talibans. Cette recherche de "profondeur stratégique" est rendue possible par le lourd tribut financier, et diplomatique que les décideurs d'Islamabad consentent à payer⁽²⁷⁾. En effet, ces derniers tolèrent une forme de porosité de leur frontière afghane, et accueillent régulièrement sur leurs territoires des exilés afghans des deux camps, prenant de la sorte deux risques principaux. Premièrement, cette souplesse à l'égard des talibans pourrait relancer la question territoriale de la ligne Durand, frontière entre les deux États hérités de la colonisation britannique et contestée par les Afghans depuis. Ils risquent ensuite, à trop afficher leur soutien, une mise au ban accrue de la part de la "communauté internationale".

⁽²⁵⁾ Lhote, Xavier. "Après l'Afghanistan : des Occidentaux fragilisés face au retour des "États carnivores"" *ID4D*. Septembre 2021

⁽²⁶⁾ Zerrouky, Madjid. "Al-Qaïda espère tirer profit de la victoire des talibans en Afghanistan". *Le Monde*. Septembre 2021.

⁽²⁷⁾ Schu, Adrien. "Le Pakistan et l'Afghanistan : paradoxes d'une stratégie", *Politique étrangère*, no. 1, 2013, pp. 177-189.

- ✓ Le Qatar a joué ces dernières décennies un rôle de hub et de relais diplomatique informel entre les talibans et leurs contacts à l'international, notamment américain. L'émirat a accueilli un nombre considérable d'Afghans en transit vers d'autres pays – allant même jusqu'à réquisitionner des hôtels destinés à la coupe du monde 2022⁽²⁸⁾. Pour autant, la diplomatie qatarie reste prudente, n'a pas reconnu le régime taliban, et a accueilli avec perplexité la formation d'un gouvernement afghan monocolore et exclusivement masculin.
- ✓ Ce rôle de relais diplomatique est également convoité par la Turquie du président Erdogan qui cherche déjà à se positionner comme intermédiaire, notamment afin de faciliter ensuite l'entrée sur le marché afghan des entreprises de BTP turques, faisant suite aux nombreuses destructions.
- ✓ Les relations entre l'Iran et les talibans se sont pacifiées depuis quelques années, ce qui explique la relative préservation des minorités chiïtes afghanes. L'intérêt géopolitique immédiat de l'Iran est la sécurisation de ses frontières.
- ✓ La Russie, dispose d'une relation historique avec l'Afghanistan où elle a été présente à plusieurs reprises, comme puissance coloniale et d'occupation. L'échec afghan de l'URSS en pleine guerre froide a durablement marqué les responsables politiques et militaires. Soviétiques. Au XXI^e siècle, la Russie a partagé avec l'organisation talibane un objectif politique commun : l'humiliation des États-Unis. Aujourd'hui la priorité russe demeure la stabilité de la région Asie centrale et de son voisinage immédiat.
- ✓ La stratégie chinoise dans la région sert un objectif politique – renforcer l'alliance avec le Pakistan contre l'Inde – et un objectif économique : mettre la main sur les matières premières afghanes, notamment minières, pour le moment sous-exploitées. En 2009, au milieu de conflits, elle avait déjà investi 8 milliards de dollars dans l'exploitation de la mine de cuivre d'Aynak : sous contrôle taliban⁽²⁹⁾.

⁽²⁸⁾ Barthe, Benjamin. "Afghanistan : comment le Qatar s'est replacé au centre du jeu diplomatique". *Le Monde*. 2021

⁽²⁹⁾ Pakzad, Karim. *Op. cit*

- ✓ L'Inde a établi depuis l'invasion soviétique une politique afghane fondée sur un équilibre des puissances de part et d'autre de la ligne Durand⁽³⁰⁾. Cette stratégie s'est traduite par le soutien à un certain nombre de projets de développement en Afghanistan, et la création de liens avec un certain nombre de politiciens et groupes de la société civile afghane. Il est néanmoins clair que l'influence indienne dans le pays va diminuer du fait de l'arrivée au pouvoir des talibans, et le premier défi de New Delhi sera de reconnaître, ou non, un gouvernement taliban .

QUELLES CONSÉQUENCES ?

Alors que chaque jour la situation en Afghanistan évolue, quelles leçons peut-on d'ores et déjà tirer ? À quoi devons-nous nous attendre durant les prochaines semaines ou mois à venir ?

- ✓ Quel avenir pour la population afghane ? D'abord, rappelons que la situation humanitaire sur place est extrêmement difficile avec près de 14 millions de personnes nécessitant une aide alimentaire, 4 millions de déplacés, alors même que le pays est touché à la fois par le Covid-19, une importante sécheresse et un effondrement économique. L'Afghanistan reste "sous perfusion humanitaire", mais pour combien de temps encore⁽³¹⁾ ? Si les talibans tolèrent les ONGs sur place pour le moment, la vision du monde de ces derniers, et notamment la place laissée aux femmes pourrait déclencher confrontations comme ruptures. La législation américaine condamnant les ONGs qui travailleraient avec des régimes terroristes relance également les débats sur la place des humanitaires en zones de conflit⁽³²⁾.

⁽³⁰⁾ Palawi, Avinash, *My Enemy's Enemy. India in Afghanistan from the Soviet Invasion to the US Withdrawal*, Londres, Hurst, 2017.

⁽³¹⁾ Micheletti, Pierre. "Afghanistan : poursuivre l'aide humanitaire, à quel prix ?" *ID4D*, septembre 2021.

⁽³²⁾ Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. "Aide humanitaire, aide à la guerre ?" *Complexes*, 2001.

- ✓ La poursuite du conflit. Les affrontements continuent entre talibans et la branche de l'État islamique, mais également entre talibans et certains groupes sociaux comme les Hazaras. En ce sens, il s'agit de la continuation des dynamiques de la guerre civile qui ravage le pays depuis 43 ans, mais l'impossibilité d'une réconciliation nationale sème les germes de futurs troubles. La crise économique empêchant les talibans de rémunérer toutes leurs troupes, il ne faut aussi pas exclure que les différents clans talibans commencent à se diviser et rentrer en concurrence pour le contrôle des ressources. La question des liens entre talibans et Al-Qaïda reste également posée, les premiers n'ayant jamais renié les seconds.

- ✓ La résistance face aux talibans s'organise également dans la vallée du Panjshir, où le fils de la figure de la résistance antisoviétique Ahmad Shah Massoud combat pour la liberté des habitants de la vallée et la mise en place d'un système de gouvernance fédérale⁽³³⁾. Néanmoins, depuis les premiers affrontements de septembre dernier, les combats semblent avoir largement diminués à mesure que les talibans reprenaient le contrôle des routes principales. Les partisans du Front national de résistance sont aujourd'hui principalement retranchés dans les montagnes⁽³⁴⁾.

- ✓ Un sursaut européen ? Si la plupart des pays européens ont été actifs en Afghanistan, participant de manière significative – en 2010, un quart des 120 000 hommes déployés dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité étaient européens – ils l'étaient au titre de l'OTAN et non de l'Union européenne⁽³⁵⁾. Au niveau diplomatique, les Américains ont réduit les responsables européens à un rôle d'observateur,

⁽³³⁾ Schmidt, Heike. *Afghanistan : dans la vallée du Panshir, la résistance persiste*. Radio France Internationale. 2021.

⁽³⁴⁾ Blue, Victor et Huylebroek, Jim. In Panjshir, Few Signs of an Active Resistance, or Any Fight at All. *The New York Times*. 2021.

⁽³⁵⁾ Petiteville, Franck. "L'Union européenne, acteur conditionnel de la résolution des conflits", in Anne Bazin éd., *L'union européenne et la paix. L'invention d'un modèle européen de gestion des conflits*. Presses de Sciences Po, 2017, pp. 113-136.

menant une politique du fait accompli. Une telle attitude du partenaire atlantique devrait interpeller les Européens et relancer en profondeur les discussions sur l'autonomie stratégique européenne⁽³⁶⁾.

- ✓ De nouvelles priorités stratégiques? Le *Livre blanc* de 2013 faisait la distinction entre deux défis stratégiques pour la stabilité internationale : les "risques de la faiblesse" et les "menaces de la force"⁽³⁷⁾. Le départ des Américains d'Afghanistan signale aussi une forme de transition entre ces deux priorités. La lutte contre la menace terroriste laisserait progressivement sa place à une compétition accrue entre puissances régionales⁽³⁸⁾, et au retour de conflits de haute intensité. Pour les pays occidentaux, il s'agirait de la fin d'une séquence militaire marquée par les interventions⁽³⁹⁾.

⁽³⁶⁾ Gressani, Gilles. "Elément de doctrine : une conversation avec Charles Michel". *Le Grand Continent*. Septembre 2021.

⁽³⁷⁾ Ministère des armées. *Livre blanc*. "Défense et sécurité nationale." *Édition numérique du ministère de la Défense*. 2013

⁽³⁸⁾ Lhote, Xavier. *op. cit.*

⁽³⁹⁾ Clausen, Maria-Louise et Peter Albrecht, "Interventions since the Cold War, from Statebuilding to Stabilization", *International Affairs*, 97/4, 2021, pp. 1203-1220.



Institut des hautes études de défense nationale

1 place Joffre
75700 Paris SP 07

www.ihedn.fr

NOVEMBRE 2021